Évaluation des besoins de renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires

L'objectif du projet était d'améliorer les connaissances et les compétences des responsables de la réglementation de la sécurité sanitaire des produits alimentaires des économies en développement membres du Forum de la coopération économique Asie Pacifique (APEC) pour planifier et mener des évaluations des besoins en matière de renforcement des capacités dans leurs systèmes nationaux de contrôle des produits alimentaires, et pour les aider à élaborer des plans d'action nationaux de renforcement des capacités fondés sur les conclusions de ces évaluations.

STDF/PG/173

Status
Completed

Start Date
01/08/2007

End Date
30/04/2009

Project Value (US$)
$192,000

STDF Contribution (US$)
$113,000

Beneficiaries
Pays membres de l'APEC

Implementing Entities
Food Standards Australia New Zealand (FSANZ)

Partners
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)

Background
Un système efficace de contrôle des produits alimentaires est essentiel pour assurer la protection des consommateurs, préserver la confiance dans l'approvisionnement alimentaire et assurer un commerce national et international sûr. Dans de nombreux pays en développement, les systèmes de contrôle des produits alimentaires doivent gagner en efficacité au moyen de l'établissement de stratégies de développement des capacités fondées sur des procédés. Des donateurs et des partenaires du développement, y compris la FAO, ont contribué activement à l'élaboration d'outils d'orientation sur la manière d'engager un processus structuré d'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités. Ces outils ont été présentés lors d'ateliers et d'activités de renforcement des capacités avec l'objectif spécifique de former les participants à leur application au niveau national.

Lors du lancement du Forum d'APEC sur la coopération en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires en avril 2007, la nécessité de donner la priorité aux activités de renforcement des capacités relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de coordonner ces activités a été soulignée. Ce projet a vu le jour dans ce contexte, afin d'améliorer les capacités et de pouvoir ainsi donner la priorité, développer et mettre en œuvre des activités visant à renforcer la sécurité sanitaire et la qualité des produits alimentaires dans les économies en développement membres de l'APEC. Des experts de neuf pays bénéficiaires – le Chili, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, la Papouasie Nouvelle Guinée, le Pérou, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam – ont reçu une formation sur l'utilisation des outils d'évaluation des capacités relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, élaborés par la FAO. La formation avait pour but de renforcer l'aptitude des participants à évaluer les besoins de renforcement des capacités et à élaborer des plans d'action relatifs à la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans leurs propres pays, en collaboration avec les parties prenantes pertinentes.

Results

Vingt participants en provenance de neuf économies membres de l'APEC ont assisté à un atelier qui s'est tenu à Beijing du 19 au 23 novembre 2007 et ont participé à des activités de suivi. L'atelier et les activités de suivi ont accru la sensibilisation concernant l'importance d'évaluer et de donner la priorité aux besoins relatifs à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les bénéficiaires ont acquis de nouvelles connaissances et des compétences sur la manière de mener une évaluation des besoins et d'élaborer un plan d'action en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Une évaluation a posteriori du projet a permis de conclure que la formation avait produit des résultats positifs et renforcé la connaissance et les compétences des participants au sujet des outils d'évaluation des capacités.

Les résultats et les effets produits étaient variables parmi les pays concernés. Les bénéficiaires de sept économies membres ont rapporté qu'ils avaient ou qu'ils étaient en train de planifier l'élaboration d'un plan d'action avec les parties prenantes pertinentes. Par exemple, aux Philippines, un plan d'action était élaboré en rassemblant plusieurs plans existants. Au Pérou, l'évaluation des besoins avait contribué à l'élaboration d'une nouvelle loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

Six des huit pays ayant répondu à un questionnaire après la formation ont indiqué qu'ils avaient commencé à élaborer certaines formes d'évaluation des besoins depuis la formation. Les participants ont aussi souligné l'utilité des Directives et du Guide de la FAO.

Recommendations

Mettre l'accent sur les activités consécutives à la formation et améliorer la conception du projet

L'atelier a rempli son rôle, à savoir introduire une méthodologie structurée pour l'évaluation des besoins de renforcement des capacités, et a été jugé très utile et dynamique par les participants, mais la période consécutive au projet est également essentielle pour améliorer les effets des formations à venir et pour mettre davantage l'accent sur les incitations à mettre en place des activités consécutives à la formation. La possibilité de mesures complémentaires visant à inciter les pays à appliquer les connaissances acquises ou à en soutenir directement l'application devrait faire partie intégrante de la conception du projet.

Certains des pays participants ont fait état de la poursuite des évaluations de besoins et/ou de l'élaboration de plans d'action relatifs à la sécurité sanitaire des produits alimentaires; toutefois, d'autres pays n'ont pas appliqué la méthodologie structurée au niveau national. L'amélioration de la conception du projet, notamment par le biais de directives concernant les activités consécutives à la formation et d'un meilleur suivi des progrès réalisés, pourrait produire des résultats plus efficaces.

On améliorera les chances d'obtenir du projet des résultats positifs en reliant les activités de renforcement des capacités aux dynamiques en cours dans les pays et en créant des synergies au niveau national. L'évaluation externe recommandait aux donateurs et aux partenaires du développement d'inclure ou de relier l'application des outils d'évaluation avec les dynamiques institutionnelles en cours (par exemple en tant que partie critique de la conception/préparation du projet et/ou de la mise en œuvre du projet). Cette stratégie permettra de tirer concrètement parti des évaluations de besoins de renforcement des capacités structurées et encouragera leur mise en application.

Améliorer les capacités institutionnelles afin d'accroître l'efficacité des ateliers

L'évaluation externe du projet a abouti à la conclusion que les participants provenant des pays dans lesquels des initiatives de renforcement des capacités SPS étaient déjà en place étaient mieux placés pour utiliser/appliquer les connaissances acquises au cours de l'atelier lors des activités consécutives à la formation. Les donateurs et les organisations partenaires peuvent envisager d'identifier les principales lacunes institutionnelles dans les capacités SPS pour compléter les formations relatives aux évaluations de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et pour élaborer des plans d'action.

Poursuivre la collaboration avec le secteur privé

L'atelier portait principalement sur les objectifs exclusivement conçus pour les responsables de la réglementation relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les participants à l'atelier ont estimé que la méthodologie était très pertinente et

efficace, mais que les activités de suivi n'étaient pas conçues de manière à associer systématiquement les représentants du secteur privé dans le processus d'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités. Des discussions plus participatives pendant et après l'atelier auraient pu ouvrir davantage d'opportunités pour accroître la participation des parties prenantes et améliorer la durabilité du projet.